

Communiqué de presse du Parlement européen sur les perspectives financières 2007-2013 (5 avril 2006)

Légende: Suite à l'accord conclu sur les perspectives financières 2007-2013 lors du trilogue du 4 avril 2006 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission, les différents protagonistes et en particulier les députés réagissent.

Source: Europarl - Actualités - Budget. Perspectives financières 2007-13 : les députés s'expriment. [EN LIGNE].

[Bruxelles]: Parlement européen, [24.05.2006]. REF.: 20060405STO07095. Disponible sur

http://www.europarl.europa.eu/news/public/story_page/034-7096-093-04-14-905-20060405STO07095-2006-03-04-2006/default_fr.htm.

Copyright: (c) Parlement européen

URL:

http://www.cvce.eu/obj/communique_de_presse_du_parlement_europeen_sur_les_perspectives_financieres_2007_2013_5_avril_2006-fr-ca61a291-42ae-4cc9-8d61-b8e81ae78355.html

Date de dernière mise à jour: 05/09/2012

Perspectives financières 2007-13 : les députés s'expriment

Les députés ont exprimé leur satisfaction après l'accord conclu sur le budget à long terme de l'UE mais sont déçus du fait que seuls 4 milliards d'euros supplémentaires aient été ajoutés aux 862,4 milliards convenus en décembre. Les députés auraient souhaité 12 milliards d'euros supplémentaires mais l'accord a été bien accueilli par la plupart des groupes politiques et par le président BORRELL. L'argent frais supplémentaire bénéficiera à des programmes d'éducation comme Erasmus et aux PME.

Le président du Parlement, Josep BORRELL FONTELLES a introduit le débat en informant les députés des résultats obtenus par l'équipe de négociation sous l'égide du président de la commission du budget Janusz LEWANDOWSKI (EPP-ED, PL).

Il a rappelé que le Parlement s'était fixé *"des objectifs quantitatifs et qualitatifs en matière de perspectives financières, à savoir, d'une part, une augmentation des ressources globales et, d'autre part, une meilleure structure et de meilleures modalités d'exécution du budget"*. Par rapport à la position du Conseil du mois de décembre, le plafond a été relevé de 4 milliards d'euros *"d'argent frais"* qui vont venir s'ajouter aux ressources affectées à certains programmes qui avaient été sévèrement amputés, notamment Erasmus, ainsi que les programmes d'étude tout au long de la vie, l'innovation et les aides aux PME. À ces financements complémentaires s'ajoute une augmentation des réserves de la Banque européenne d'Investissement, à savoir 2,5 milliards d'euros pour financer les programmes en faveur de la recherche et du développement, les réseaux de transport et les aides aux petites entreprises. L'instrument de flexibilité conserve le montant de la période actuelle, 200 millions par an, mais avec la possibilité que les ressources non utilisées soient reportées aux deux exercices suivants.

Rapporteur

Reiner BÖGE, rapporteur pour la proposition de budget établie par le Parlement, s'est dit *"insatisfait"* du résultat des négociations. *"Mais étant donné les circonstances, tous les participants sont arrivés aux limites du possible pour arriver à un accord interinstitutionnel"*, a-t-il déclaré. Il a en outre souligné les *"éléments qualitatifs"* de cet accord : *"Nous avons une politique budgétaire améliorée du point de vue de la qualité"*. Il a précisé que les sommes allouées à la formation équivaudraient à *"40.000 étudiants supplémentaires envoyés à l'étranger"*.

Commission

Jose Manuel BARROSO s'est félicité de l'accord, remerciant les négociateurs du Parlement pour *"leur excellent travail réalisé dans des conditions difficiles"*. Il a également rendu hommage aux efforts déployés par la présidence autrichienne et a souligné le rôle important joué par la Commission. *"Nous sommes arrivés à un meilleur résultat que le Conseil européen de décembre et nous pourrions disposer des fonds nécessaires pour encourager les dix nouveaux Etats membres et les 2 pays qui devraient nous rejoindre prochainement"*. Les 4 milliards supplémentaires permettront de relancer l'agenda de Lisbonne, notamment les programmes d'éducation, de recherche et ceux qui soutiennent les PME ainsi que les réseaux transeuropéens. Le président de la Commission s'est également félicité du rôle de catalyseur confié à la BEI qui devrait stimuler la recherche publique et privée. Se réjouissant que l'Europe soit désormais armée pour assurer le financement de ses programmes à moyen terme, il a souligné le rôle renforcé du Parlement quant à la révision de ce cadre financier. José Manuel BARROSO a conclu en appelant de ses vœux la poursuite du partenariat entre les trois institutions en vue de valider rapidement cet accord car *"il n'y a pas de temps à perdre"*.

Groupes politiques

Hans-Gert POETTERING (PPE-DE, DE) a déclaré que les négociations *"n'ont pas été une sinécure. (...) Il faut que les intérêts nationaux soient mis de côté pour l'intérêt commun. Si nous n'avions pas eu cette perspective à l'esprit, nous n'aurions pas ce résultat aujourd'hui"*. Il a indiqué ne pas être satisfait sur tout les points. *"Il ne s'agit pas seulement d'argent mais de démocratie et de parlementarisme, il s'agit de regagner la confiance des citoyens (...) Il faut que ce soit la dernière fois qu'une telle pantomime de*

négociation se déroule. Nous devons vraiment réfléchir à l'instauration de ressources propres pour l'UE" a-t-il déclaré.

Pour le groupe socialiste européen, Martin SCHULZ (DE) a estimé *"que le résultat était inférieur à ce que certains voulaient - notamment son groupe - mais supérieur à ce que d'autres attendaient"*. Il a souligné qu'une procédure de révision permettrait de revenir plus tard, en 2009, sur ces chiffres. *"Ce n'est qu'un premier pas et la Commission s'est engagée à faire des suggestions en vue d'un deuxième pas"* a rappelé le président du PSE. L'objectif d'une meilleure gestion financière représente un autre aspect positif de l'accord : il s'agira de dépenser plus efficacement le budget européen. *"A ce propos, les Etats membres devront rendre des comptes et ne pourront plus s'attribuer tous les succès et rendre Bruxelles responsable de tous les échecs"*. Enfin Martin SCHULZ, remerciant l'équipe de négociation, a insisté sur le fait que l'Union européenne disposerait d'un budget supérieur *"même si beaucoup de choses restent encore à faire"*.

Graham WATSON (ADLE, UK) a souhaité que l'accord sur les perspectives financières soit adopté par son groupe, par le Conseil et par la Commission. Sans prétendre que son groupe soit satisfait du résultat des négociations, il a précisé les secteurs sur lesquels l'argent fait défaut *"pour que les citoyens européens puissent prendre conscience de la valeur ajoutée de l'Europe"*, parmi lesquels Galileo, les réseaux transeuropéens et la formation tout au long de la vie. Il a en outre estimé que *"nous sommes sur la voie d'une véritable déclaration qui permettra à la Cour des Comptes d'entériner nos comptes"*.

"Vous ne serez pas surpris que groupe ne soit pas satisfait" a déclaré Monica FRASSONI (I) au nom groupe des Verts/ALE. *"Nous ne sommes pas convaincus que nous ne pouvons pas obtenir plus, de manière à assurer un niveau de financement correspondant aux ambitions de l'Union européenne"*. Ironisant sur l'équipe de négociation exclusivement masculine, la coprésidente des Verts a souligné les coupes sombres opérées au niveau du développement rural et l'incertitude concernant le programme Natura 2000. Elle a également interpellé la Commission au sujet de la prise de décision en matière de programmes de relations extérieures. Le Conseil quant à lui a été invité à s'exprimer au sujet du système de ressources propres et d'une taxe européenne. *"Cet accord est peu satisfaisant pour aller à la rencontre des besoins des citoyens européens"* a conclu Monica FRASSONI.

Francis WURTZ (GUE/NGL, FR) a estimé que *"le budget n'est pas le seul instrument pour assurer une croissance saine et un développement équilibré"* soulignant la possibilité d'une réforme de la BCE. *"Néanmoins, le budget est toujours l'expression d'une volonté politique"* a-t-il ajouté. Estimant que même le rapport BÖGE paraissait à son groupe *"très en deçà des besoins financiers correspondant aux engagements pris"*, il a estimé qu'*"il en va de notre crédibilité de refuser cette pantalonnade et de prendre nos responsabilités"*.

Wojciech ROSZKOWSKI (UEN, PL) a fait part de ses sentiments mitigés après avoir pris connaissance des résultats des négociations : *"D'une part je reconnais les efforts de l'équipe négociation et le soulagement après 15 mois d'incertitude mais l'augmentation proposée est très faible au regard des besoins de l'Europe élargie. Le Conseil doit changer sa position concernant les nouveaux Etats membres faute de quoi les attitudes eurosceptiques voire europhobes risquent d'être encouragées"* a averti le député.

Nigel FARAGE (IND/DEM, UK) a pour sa part souhaité revenir *"sur les problèmes réels que pose ce budget européen"* : *"Nous avons un système budgétaire exagérément compliqué"*. D'ailleurs, *"avons-nous réellement besoin d'un budget ?"* lança-t-il, estimant que les négociations en décembre au Conseil auraient été *"une mauvaise blague pour les contribuables britanniques"*.

Pour le groupe des Non Inscrits, Jean-Claude MARTINEZ (FR) *"avec une poignée de quelques milliers d'euros en plus, le budget reste à un même niveau d'inadaptation face aux besoins d'investissement, dans les laboratoires, les hôpitaux, les universités, les maisons de retraite, les TGV, etc."* Le député a résumé en deux mots le compromis atteint : *"le malthusianisme pour la politique économique et l'intégrisme pour la politique budgétaire"*. Selon lui *"le Parlement européen, ici, lui-même, fait vivre à la misère son personnel de restauration, ses chauffeurs qui ont la honte de 1.000 euros par mois!" (...)*. Il a conclu : *"Autrement dit, si l'on voulait réviser nos perspectives financières, c'était l'idéologie ultralibérale qui les soutient qu'il*

fallait réviser, mais remettre en cause les trois virus de la pensée anglo-saxonne, Malthus, Adam Smith et Ricardo, ça c'était une autre affaire..."

Conseil

Le Président en exercice du Conseil, Wolfgang SCHÜSSEL, a déclaré avoir voulu *"une présidence d'équipe, en travaillant avec la Commission, le Parlement et les États membres. (...) Nous ne pouvions avancer qu'ensemble. Nous sommes tous dans le même bateau et nous devons ramer tous ensemble"*. Il s'est en outre félicité *"des choses que nous avons réussi à régler"*.